

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1850 — 1851.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 5.

M. JACQUES, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 5081. | Par pétition datée de Ramesée, le 25 janvier 1851,
Le baron de Vivario de Ramesée demande la réforme de l'armée, de la marine et de l'administration forestière, un droit d'entrée très-élevé sur le tabac et un impôt considérable sur le genièvre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances. |
| 2. | 5571. | Par pétition datée de Gauzin, le 29 décembre 1850,
Plusieurs habitants de Gauzin demandent que ce hameau de la commune de Beauraing en soit séparé, et qu'il soit érigé en commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 3. | 5579. | Par pétition datée de Mille, le 7 janvier 1851,
Plusieurs habitants de Mille demandent que la section de ce nom soit séparée de la commune de Hamme et réunie à celle de Tourinnes-la-Grosse. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 4. | 5583. | Par pétition datée de Bruxelles, le 14 janvier 1851,
Le sieur Honoré, ancien vérificateur des douanes, présente des observations sur les explications données par M. le Ministre des Finances relativement à sa pétition tendant à obtenir la liquidation des arrérages d'une pension viagère, qui lui a été accordée par décret impérial du 13 décembre 1813. — Concl. — Ordre du jour. |
| 5. | 5584. | Par pétition datée de Brecht, le 14 janvier 1851,
Les secrétaires communaux du canton de Brecht demandent la création d'une caisse de retraite en leur faveur. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |

6. 5587. Par pétition datée de Gand, le 11 janvier 1851.
Le sieur Huybreghts, cordonnier à Gand, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension en faveur de son fils, Pierre-Léopold, artilleur congédié pour infirmité contractée au service. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
7. 5589. Par pétition datée de Liège, le 16 janvier 1851.
Le sieur Musch demande que les évaluations du cadastre, pour les propriétés bâties, soient réduites au taux des revenus actuels. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
8. 5597. Par pétition datée de Tournay, le 23 janvier 1851,
Le sieur Brunfaut, capitaine de la section de réserve, prie la Chambre de le faire réintégrer au cadre d'activité de l'armée. — Concl. — Ordre du jour.
9. 5601. Par pétition datée de Grammont, le 20 janvier 1851.
Le sieur Callebaut, huissier des contributions directes du canton de Grammont, prie la Chambre de lui accorder un subside annuel. — Concl. — Ordre du jour.
10. 5602. Par pétition datée de Bruges, le 25 janvier 1851,
Le sieur Doorselaere, ancien gendarme, demande une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
11. 5605. Par pétition datée de Dorinne, le 14 janvier 1851,
Le sieur Lambert, ancien géomètre du cadastre, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre Finances, avec demande d'explications.
12. 5626. Par pétition datée d'Ostende, le 17 janvier 1851,
Plusieurs négociants, armateurs et propriétaires de la ville et de l'arrondissement d'Ostende demandent l'exécution de travaux destinés à porter remède à l'état des cours d'eau dans la Flandre occidentale, et spécialement l'approfondissement du canal de Gand à Ostende. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
- M. ALLARD, 2^{me} rapporteur.
13. 4133. Par pétition datée de Mons, le 11 janvier 1851,
La députation permanente du conseil provincial du Hainaut prie la Chambre de statuer sur sa demande tendant à obtenir une décision sur le différend existant entre le Gouvernement et la province, au sujet du traitement des secrétaires des commissions administratives des prisons. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

14. 5622. Par pétition sans date ,
Plusieurs littérateurs, artistes et industriels demandent une loi qui assimile la propriété intellectuelle à la propriété ordinaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
15. 5585. Par pétition sans date ,
Les membres de la Société du commerce et de l'industrie de Namur demandent des modifications à la loi sur la vente à l'encan de marchandises neuves. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
16. 5569. Par pétition datée de Wasseige, le 2 janvier 1850 ,
Le sieur Leruth, journalier à Wasseige, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension en faveur de son fils, Louis-Lambert, milicien congédié à raison de monomanie et d'affection mentale contractées au service. — Concl. — Ordre du jour.
17. 5572. Par pétition datée de Laiche, le 11 janvier 1851 ,
Le sieur Paquet, instituteur communal à Laiche, prie la Chambre de lui faire obtenir une place plus avantageuse ou une augmentation de traitement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
18. 5576. Par pétition datée d'Ixelles, le 6 janvier 1851 .
Le sieur Gay, ancien sous-officier, prie la Chambre de lui faire obtenir une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
19. 5593. Par pétition datée de Tournay, le 20 janvier 1851 ,
La chambre de commerce et des fabriques de Tournay demande une modification à l'art. 9 de la loi du 22 avril 1849, si cette disposition devait être interprétée comme s'opposant à ce que les fabricants joignent soit une facture, soit une lettre d'avis aux marchandises qu'ils expédient. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
20. 5598. Par pétition datée d'Ypres, le 23 janvier 1851 ,
Le sieur Resdeche se plaint de ce que le fils d'un officier supérieur, figurant comme caporal dans le contrôle d'une compagnie, reçoit les allocations de pain et de solde attachées à ce grade, sans être sous les armes, ni habillé, et tout en fréquentant un athénée dans une autre localité que celle où réside sa compagnie. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
- M. MASCART, 5^{me} rapporteur.
21. 5612. Par pétition datée d'Alost, le 2 février 1851 ,
Le sieur Wyckaert, ancien gardien à la maison de détention militaire à Alost, réclame l'intervention de la

Chambre pour qu'il soit ordonné une enquête sur les faits qui ont motivé sa destitution, et pour être ensuite réintégré dans ses fonctions ou admis à la pension. — Concl. — Ordre du jour.

22. 5629. Par pétition datée de Liège, le 14 janvier 1851,
Le sieur Rayé demande une augmentation de pension pour les blessés de septembre. — Concl. — Ordre du jour.
23. 5624. Par pétition datée d'Anvers, le 6 février 1851,
Le sieur Vanden Haute demande une loi sur la responsabilité des Ministres et des autres agents du pouvoir. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
24. 5613. Par pétition datée de Charleroi, le 29 janvier 1851,
Quelques débitants de boissons à Charleroi demandent qu'il soit interdit aux vivandières de débiter des boissons dans les casernes, et que la circulation dans la rue de l'Arsenal à Charleroi cessé d'être défendue après la retraite militaire. — Concl. — Ordre du jour.
25. 5627. Par pétition datée de Villeroux, le 7 février 1851,
Plusieurs habitants du hameau de Villeroux demandent que ce hameau soit érigé en commune séparée de Chastre-Villeroux-Blammont, dont il forme une section. Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
26. 5614. Par pétition sans date,
Le sieur Weustenraad, greffier du tribunal de première instance de Louvain, demande une modification au tarif des frais de justice criminelle, et une indemnité du chef des pertes qu'il a essuyées depuis la mise en vigueur de ce tarif. — Concl. — Ordre du jour.
27. 5617. Par pétition datée d'Anvers, le 1^{er} février 1851,
Le sieur Pol prie la Chambre de faire procéder à la liquidation définitive de la succession du sieur Frambout, à laquelle il croit avoir encore des droits. — Concl. — Ordre du jour.
28. 5620. Par pétition datée de Molenbeek-St-Jean, le 10 août 1850,
Plusieurs gardes civiques, à Molenbeek-St-Jean, demandent la révision de la loi sur la garde civique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
29. 5615. Par pétition datée de St-Gilles, le 3 février 1851,
Le sieur Michel, ancien préposé à la manœuvre du pont à bascule de Vleurgat, prie la Chambre de lui faire obtenir sa pension ou de le faire réintégrer dans ses fonctions. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

